

Avortement : Mgr Aillet répond à Mme Bachelot

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Non classé](#)

Date : 28 juillet 2010

L'évêque de Bayonne écrit dans [un communiqué](#) :

"Roselyne Bachelot, Ministre de la Santé, a multiplié ces dernières semaines **les déclarations abruptes et intempestives qui manifestent clairement de sa part la volonté de promouvoir en**

France l'avortement, que le Concile Vatican II a dénoncé comme « *un crime abominable* ».

Mme Bachelot, qui est à l'origine du **relèvement en mars 2010 du forfait de l'IVG** au profit des médecins qui pratiquent l'avortement, **entend faire de l'accès des femmes à l'avortement l'une de ses principales priorités.**

Elle ose affirmer que l'avortement n'est pas un mal nécessaire et n'hésite pas à présenter « *l'offre de soins* » en matière d'IVG, c'est-à-dire le nombre d'avortements pratiqués, comme un critère essentiel d'évaluation des Agences régionales de santé.

Cette politique est d'autant plus **surprenante** que le nombre d'avortements est particulièrement important en France (où le taux d'IVG est, par exemple, deux fois plus élevé qu'en Allemagne) ; elle est d'autant plus *incompréhensible* que les femmes françaises sont 86% à considérer que « *l'IVG laisse des traces psychologiques difficiles à vivre* » comme elles sont 83% à penser que la société devrait « *davantage les aider à éviter le recours à l'IVG* » (sondage IFOP-Alliance pour les Droits de la Vie du 4 mars 2010)...

Par ailleurs, Mme Bachelot qui se targue d'avoir interdit, au nom de la protection de la jeunesse, la vente d'alcool et de cigarettes aux mineurs, vient de se prononcer en faveur de la mise

en place expérimentale, en France, de **salles d'injection (pudiquement appelés « centres**

de consommation supervisés ») pour accueillir les toxicomanes et leur permettre de se droguer « proprement » !

Nombreux sont donc nos concitoyens, et plus particulièrement les professionnels de la santé, qui s'inquiètent des orientations, des dérives et des incohérences actuelles de la politique de la santé publique en France. **Les mots « santé » et « soins » auraient-ils désormais un nouveau sens ?**

Dans ces conditions, sans doute est-il plus nécessaire que jamais que les chrétiens et les hommes conscients de leurs responsabilités puissent s'engager sur le terrain de la vie sociale, politique, associative et culturelle pour promouvoir une « culture de la vie » respectueuse de la vie et de la dignité de tous."